



Fédération des Services Publics
Mairie de TOULOUSE
Syndicat CGT

18 rue St Rémy 31000 TOULOUSE
Tél. : 06.58.83.80.06 / 05.62.27.63.80
Mail : secretariat@cgtmairiedetoulouse.fr



EXTRÊME DROITE HORS DE NOS BIBLIOTHÈQUES !

Le 11 mai 2026 paraissait sur le site de presse indépendante *Médiacités* un article intitulé "Une discrète maison d'édition néonazie œuvre à Toulouse depuis 25 ans". Relayé par le site *Médiapart*, cet article dévoile l'activité militante explicitement néo-nazie d'un assistant de conservation responsable d'une bibliothèque de quartier à Toulouse. Au-delà de ses aspirations politiques nauséabondes et de son activité d'éditeur, il est indiqué que pas moins de dix titres de sa maison d'édition *Auda Isarn* figurent dans le catalogue des bibliothèques de la ville. Ces documents ont depuis été retirés des rayons.

Ce fait est révélé dans la continuité d'attaques réactionnaires vécues par le réseau des bibliothèques de Toulouse depuis quelques années. En février 2023, la Mairie avait plié face aux pressions du collectif d'extrême droite *Furie Française* et de la *Manif pour Tous* en déprogrammant des lectures jeunesse assurées par des artistes drag-queen à la Médiathèque José Cabanis. Depuis plusieurs mois, les équipements sont les cibles de dégradations à caractères racistes, antisémites, homophobes, sexistes et islamophobes (des collections d'apprentissages de la langue arabe, de musique arabe ou en hébreu ont été souillées, inscriptions xénophobes et néo-nazies...).

En 2025, la Direction des Bibliothèques et du Livre communiquait auprès du public le recensement de plus de 83 inscriptions. **Le syndicat CGT Mairie de Toulouse et sa section des bibliothèques ont toujours combattu ces idées** par le débrayage, la grève, le rassemblement, et plus généralement par la lutte contre un gouvernement qui favorise la montée des idées d'extrême droite (via sa loi immigration par exemple).

Dans un climat politique national marqué par la montée de mouvances réactionnaires, les services publics se doivent de diffuser la pluralité des opinions dans le respect de tous. Cependant, l'incitation à la haine et les thèses négationnistes ne relèvent pas de cette catégorie et sont punies par la Loi.



Par ailleurs, la vision du monde défendue par les idéologies néo-nazies est clairement un danger pour les agents et les usagers. Dans ce contexte, le syndicat CGT Mairie de Toulouse interroge sérieusement la capacité de l'agent cité dans cet article à respecter son devoir de neutralité et à ne pas entrer en contradiction avec les valeurs du service public.

La nécessaire pluralité des collections ne saurait être instrumentalisée pour justifier l'acquisition de documents racistes, révisionnistes, sexistes ou xénophobes. Le directeur de la Direction des Bibliothèques et du Livre a informé l'ensemble des agents, par un mail daté du 22 mai, du retrait des documents de la maison d'édition *Auda Isarn*. Mais cette mesure seule ne saurait suffire pour protéger les bibliothèques des nombreuses offensives des groupes d'extrême droite dans le champ des sciences historiques, politiques et sociales, de la psychologie mais aussi des sciences fondamentales et de la recherche, domaines attaqués par un révisionnisme scientifique de plus en plus radical.

Aussi, le syndicat CGT Mairie de Toulouse appelle la Direction des Bibliothèques et du Livre à prendre ses responsabilités et à renforcer les chartes existantes par la mise à jour de sa charte documentaire de 2015, non-communiquée aux usagers et largement périmée, qui poserait un cadre sain et structuré pour les collections, au-delà des titres "tombant sous le coup de la loi". Ce document cadre doit réaffirmer les valeurs essentielles d'un service de lecture publique et d'une politique documentaire qui n'accepte pas les incursions éditoriales réactionnaires et obscurantistes dans nos fonds (y compris issues de suggestions d'usagers), incompatibles avec les principes défendus par la *Loi Robert sur les bibliothèques* et la *Charte de l'Unesco*.

Le syndicat CGT Mairie de Toulouse et sa section des bibliothèques expriment leur inquiétude quant aux collègues adjoints de la bibliothèque concernée. Nous leur apportons tout notre soutien.

Nous exprimons également de vives préoccupations d'ordre déontologique quant aux missions d'encadrement de l'agent cité dans cet article. La collectivité doit prendre ses responsabilités et envoyer le message clair d'une tolérance zéro face aux idées néo-nazies et réactionnaires qui n'ont pas leur place dans un service public. De son côté, le syndicat CGT Mairie de Toulouse restera vigilant et en lutte contre l'extrême droite !

Toulouse, le 28/05/2026